

# Rapport d'études : Diagnostic de conformité réglementaire ICPE

MANITOU Candé 49

PROJET POLE MECANO-SOUDURE

Ce dossier a été réalisé avec l'assistance de :



Agence NANTES  
Metronomy Park – Bâtiment 5  
2, rue Jacques Brel  
CS 10389  
44819 SAINT HERBLAIN  
☎ : 02 28 01 77 40

<b>Intervenant SOCOTEC</b>	<b>Pierre HUNEAU</b> Tel : 06 40 29 69 13 pierre.huneau@socotec.com	<b>Chargé d'affaires Environnement et Risques Industriels</b>
----------------------------	---	---

Date d'édition	Indice	Nature de la révision	Rédaction	Validation
28/11/2022	Indice 0	Rapport initial.	Pierre HUNEAU	/
01/12/2022	Indice 1	Mise à jour suite réunion du 29/11/2022.	Pierre HUNEAU	/
14/02/2023	Indice 2	Mise à jour suite réunion du 08/02/2023.	Pierre HUNEAU	/

La reprographie de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale, sous réserve d'en citer la source.

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>PRESENTATION DU PROJET .....</b>	<b>4</b>
2.1	GENERALITES.....	4
2.2	PERIMETRE DES INSTALLATIONS ICPE .....	5
<b>3.</b>	<b>SYNTHESE DE L'ETUDE .....</b>	<b>6</b>
3.1	GENERALITES.....	6
3.2	PHASE DE CONCEPTION.....	6
3.3	PHASE D'EXPLOITATION .....	8
3.4	PHASE DE MAINTENANCE .....	10
<b>4.</b>	<b>POINT PARTICULIER RELATIF AUX MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE : .....</b>	<b>11</b>
<b>5.</b>	<b>SPECIFICITES RELATIVES AUX PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES.....</b>	<b>11</b>
<b>6.</b>	<b>ANALYSE DE CONFORMITE DETAILLEE.....</b>	<b>12</b>
6.1	RUBRIQUE 2940.3.....	12
6.2	RUBRIQUE 2560.....	50
6.3	RUBRIQUE 2575 .....	65
6.4	RUBRIQUE 2925 .....	73

## 1. PREAMBULE

Le groupe MANITOU a pour projet la création d'un site industriel de mécano-soudure sur la commune de Candé (49) afin d'assurer la réalisation du BP 2025 PU AWP sur une parcelle de 74 081 m<sup>2</sup>, 19 440 m<sup>2</sup> de bâtiments et 21 888 m<sup>2</sup> de voiries et de parkings.

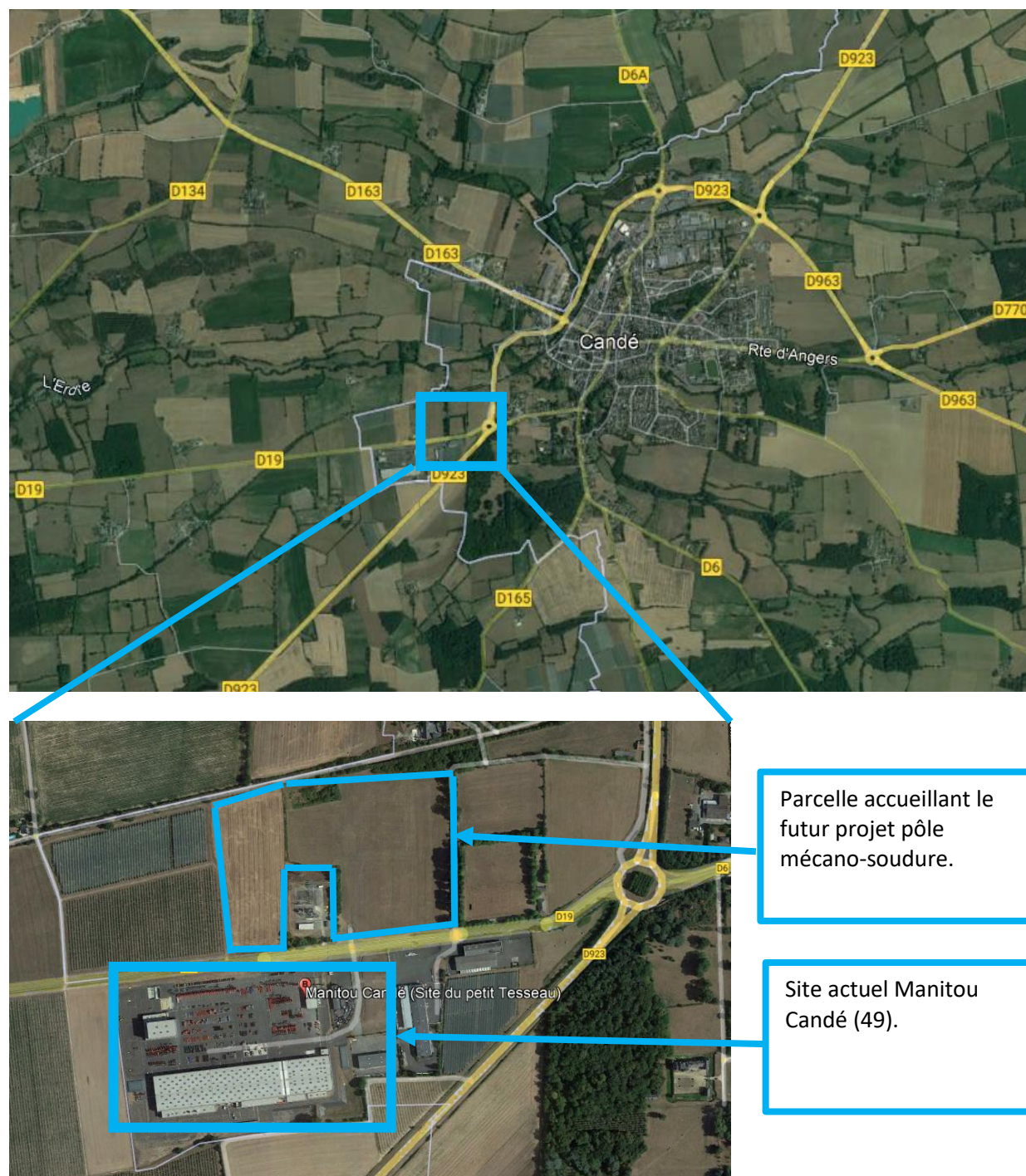


Figure 1 : Vues aériennes de localisation du site MANITOU et de la parcelle projet (source : Google Earth Pro).

Actuellement, le Groupe MANITOU achète à ses prestataires l'ensemble des pièces mécano-soudées. Le projet vise à diminuer cette dépendance à hauteur de 40%, les 60% restant étant à terme fabriqués au sein du groupe MANITOU.

## 2. PRESENTATION DU PROJET

---

### 2.1 Généralités

Le site produira des pièces pour les nacelles articulées ; le process envisagé étant donc le suivant :

- Soudage,
- Usinage,
- Peinture,
- Pré-assemblage,
- Logistique (matière premières et produits finis).

Au regard des activités liées à ce projet, ce dernier va relever de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Le site pôle mécano-soudure devrait être concerné par les rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Descriptif	Volume d'activité	Volume visé par le projet	Régime visé
2940.3	Application de peinture poudre	>200kg/j	350 kg/j	E
2560	Travail mécanique des métaux	150 à 1 000kW	400 kW	D
2940.2	Application de peinture liquide	10 à 100kg/j	<10kg/j	Non Classé
2575	Emploi de matières abrasives	>20 kW	>20 kW	D
2925	Atelier de charge	> 50 kW	>50 kW	D

Figure 2 : Tableau du classement ICPE visé

L'objectif du présent rapport est d'apprécier la conformité du projet aux prescriptions réglementaires des rubriques ICPE ci-dessus.

## 2.2 Périmètre des installations ICPE

Le plan ci-dessous précise le périmètre des installations concernées par la réglementation ICPE eu égard aux rubriques de la nomenclature mentionnées en figure 3.

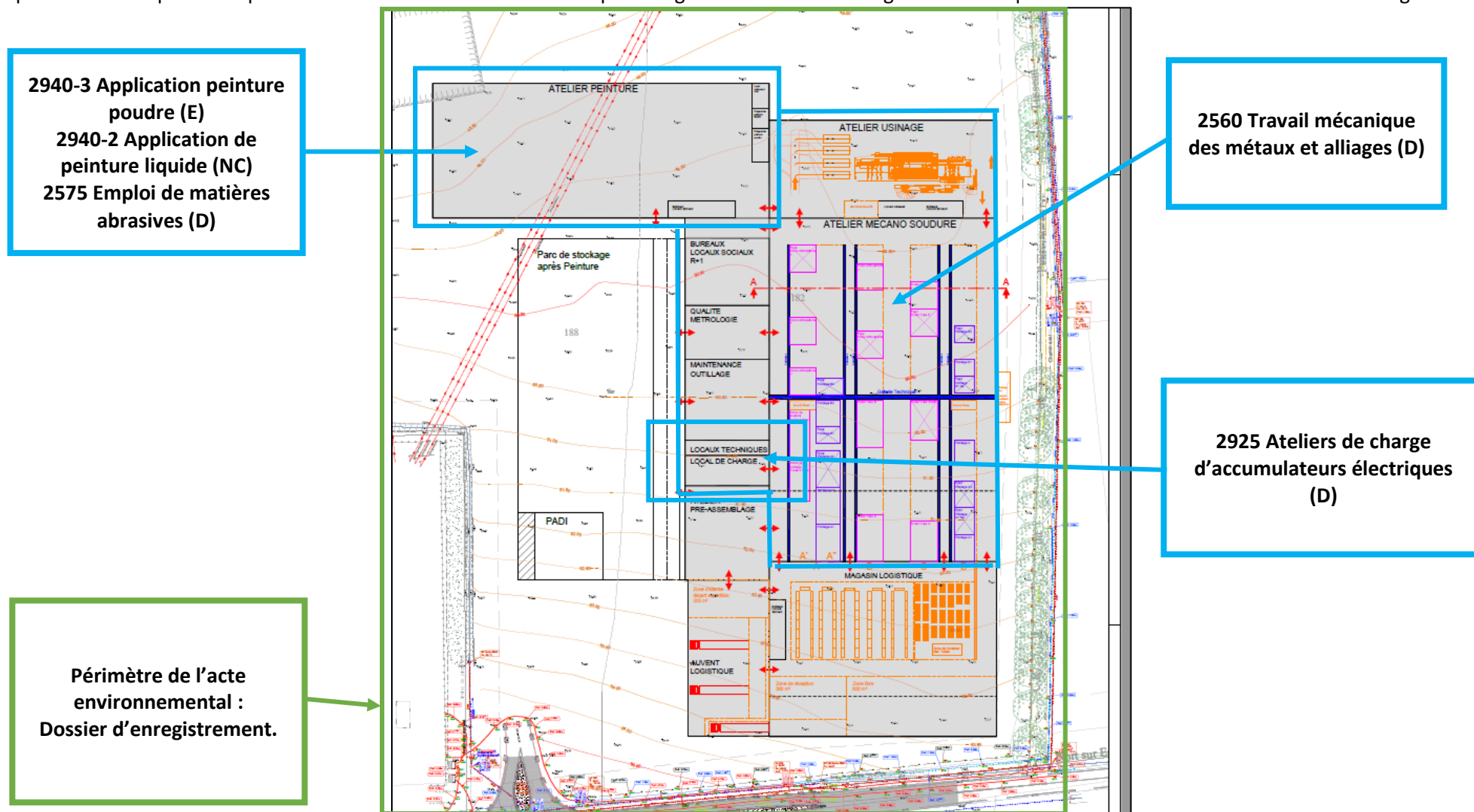


Figure 3 : Plan de localisation du périmètre ICPE et de chaque installation ICPE.

### 3. SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE

#### 3.1 Généralités

Il convient de rappeler en premier lieu que le projet de MANITOU se doit d'être conforme dans sa totalité aux prescriptions réglementaires qui sont à prendre en compte dès la phase de conception.

Par ailleurs, un certain nombre de prescriptions réglementaires sont à respecter durant les phases d'exploitation et de maintenance. Il revient à la société MANITOU GROUP de mettre en place les processus et l'organisation en cohérence afin d'être conforme à ces prescriptions. Ces dernières seront contrôlées lors du contrôle du service des installations classées.

#### 3.2 Phase de conception

S'agissant de la phase de conception du projet, nous attirons votre attention sur les dispositions constructives demandées par plusieurs des arrêtés ministériels de prescriptions générales. Bien que les arrêtés concernent les périmètres des installations correspondantes, il convient de prendre en compte les dispositions constructives les plus restrictives.

Le choix des matériaux des exutoires de désenfumage, de l'éclairage, les vanelles des ventilations doivent respecter les prescriptions des arrêtés. Cette obligation doit figurer dans les CCTP des allotissements concernés.

N°	Référentiel	Article	Descriptif de l'article
1	2940-E	4.2.5	Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
2		4.3.2 à 4.3.11	Voies engin et échelle ainsi que l'aire de stationnement des engins sont à prévoir
3		4.4.7	Des aménagements d'air frais sont réalisées pour chaque local abritant l'installation
4		4.5.1 à 4.5.5	Moyens de lutte contre l'incendie (PI, RIA, extincteurs, à définir → Faire une note descriptive sur les moyens envisagés)
5		4.7	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières inflammables. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).
6		4.8.1 à 4.8.2	Installations électriques et chauffage
7		4.9.1 à 4.9.2	Ventilation des locaux
8		4.11.1 à 4.11.4	Dispositions particulières applicables aux cabines de peinture et aux étuves ou fours de séchage utilisant des liquides ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226). <ul style="list-style-type: none"><li>- Débit d'extraction VS concentration max solvant à 25% de la LIE</li><li>- Asservissement ventilation</li><li>- Dispositif de mise en sécurité du procédé</li></ul>
9		5.1.2.1 à 5.1.2.2	Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu



N°	Référentiel	Article	Descriptif de l'article
			Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.
10		6.4	Hauteur de cheminée : à déterminer selon flux polluant rejeté et si concerné
11	2560 – D	2.7	Présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
12		2.9	Aptitude des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil, par exemple).
13		6	Présence et bon état de fonctionnement des dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions, ou justificatif de leur absence.
14	2940 D	2.9	Rétentions et dispositions constructives à prévoir zone de stockage des peintures → Rétentions locales prévues ?
15		3.5	Plan général des stockages à prévoir + registre des produits et quantités détenus
16	2925	4.3.2	Prévoir détecteurs hydrogène local de charge

### 3.3 Phase d'exploitation

De manière synthétique, les éléments à prendre en compte dans le cadre de l'exploitation de l'usine sont les suivants :

- Propreté et nettoyage,
- Consignes d'évacuation et procédures à suivre en cas d'incendie pour les salariés,
- La formalisation des consignes et des procédures demandées dans les prescriptions des arrêtés,
- La désignation d'une personne référente « dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident » ayant une connaissance suffisamment approfondie des processus pour agir immédiatement sur ces derniers,
- Rigueur d'exploitation quant aux rétentions locales associées aux produits en récipient mobile,
- Surveillance et valeurs limites d'émission des rejets aqueux et des émissions dans l'air.

N°	Référentiel	Article	Descriptif de l'article
1	2940	4.2.6	Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
2		4.3.12	L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
3		4.15.3	Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
4		4.15.4	Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.
5		4.16	Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention
6		5.2	Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.
7		5.3	Ouvrages de prélèvements d'eau
8		5.4	Collecte et rejets des effluents
9		5.9.2	Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.
10		5.9.4	b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.
11		6.1	Emissions dans l'air
12		6.2	Rejets à l'atmosphère
14	2560 – D	2.7	Présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.



N°	Référentiel	Article	Descriptif de l'article
15		2.9	Si concerné, tout liquide susceptible de créer une pollution présent dans les ateliers doit être sous rétentions étanches et résistantes à l'action du produit.
16		3.3	Présence des fiches de données de sécurité.
17		3.4	Absence d'amas de matières ou poussières dangereuses ou polluantes.
18		3.5	Présence de l'état des stocks (nature et quantité) de produits dangereux.
19		4.3	Présence du plan de l'atelier indiquant les différentes zones de danger.
20		4.6	Consignes de sécurité à prévoir et à afficher au sein de l'installation.
21		6.2/6.3	Présence des résultats de mesures de concentration rendues sous agrément (prélèvements sous accréditation) ou, dans les cas d'impossibilité prévus, présence de l'évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites d'émission applicables
22	2940D	8.4	Surveillance émission sonore à prévoir à la mise en service de l'installation.
23		3.3	FDS et étiquetage des fûts, réservoirs, tout contenant de produit.
24		6.2. b.VI	Schéma de maîtrise des émissions de COV
25	2925	4.9	Surveillance de la concentration en hydrogène au sein du local de charge

### 3.4 Phase de maintenance

S'agissant de la phase de maintenance des installations post-projet, il conviendra de porter une attention particulière aux points suivants :

- Les travaux concernant les parois séparatives (passage de câbles, trémies, ...) doivent obligatoirement comporter des clauses de récupération des caractéristiques REI/EI des ouvrages touchés,
- L'élaboration des permis de travaux et des permis de feu doit faire l'objet d'une rigueur managériale,
- Les vérifications périodiques et essais obligatoires doivent être rigoureusement suivis et être tracés.

N°	Référentiel	Article	Descriptif de l'article
1	2940 - E	4.6	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.
2		4.10.2	L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
3		4.14.1 à 4.14.4	Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. - Analyse des risques préliminaire aux travaux : tracée et conservée Vérification des travaux effectuée par l'exploitant doit être tracée.
4		4.15.1 à 4.15.2	Vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie avec enregistrement sur registre
5	2560 - D	2.4.1	Présence de documents attestant des propriétés de réaction au feu. (y compris lors travaux de rebouchages)
6		2.9	Etanchéité des sols à maintenir

#### 4. POINT PARTICULIER RELATIF AUX MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE :

Plusieurs arrêtés liés aux rubriques visées contiennent des dispositions de lutte contre l'incendie. Nous vous invitons à opter pour une vision systémique et à considérer d'une part l'ensemble du bâtiment et d'autre part les dispositions les plus contraignantes.

Aussi il convient de prévoir les éléments suivants de lutte contre l'incendie :

Référentiel	Article	Descriptif de l'article
2940.3 E	4.5	<ul style="list-style-type: none"><li>- Moyens d'alerte</li><li>- Détection automatique d'incendie</li><li>- Extincteurs à minima selon Code du Travail (Art.R4227-29 CT)</li><li>- RIA</li><li>- DECI et points d'eau incendie conformes aux débits en vigueur</li></ul>
2560 D	4.2	<ul style="list-style-type: none"><li>- Moyens d'alerte</li><li>- Extincteurs à minima selon Code du Travail (Art.R4227-29 CT)</li><li>- Plan d'intervention et plan des dangers</li><li>- DECI et points d'eau incendie conformes aux débits en vigueur</li></ul>
2575 D	4.2	<ul style="list-style-type: none"><li>- DECI et points d'eau incendie conformes aux débits en vigueur</li><li>- Extincteurs à minima selon Code du Travail (Art.R4227-29 CT)</li></ul>
2925	4.2	<ul style="list-style-type: none"><li>- Moyens d'alerte</li><li>- Plans d'intervention avec localisation atelier de charge</li><li>- DECI et points d'eau</li><li>- Extincteurs</li></ul>

#### 5. SPECIFICITES RELATIVES AUX PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

Votre projet présente une installation de panneaux photovoltaïques.

De ce fait, il doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme.

Les prescriptions techniques s'appuient sur le guide UTE C 15-712.

Toutefois, il convient de garder à l'esprit les dispositions suivantes s'agissant du calcul de la surface couverte :

- Les surfaces correspondant aux bandes de protections de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives et d'1 mètre tout autour des exutoires ne peuvent être considérées dans le calcul des 30%,
- Les ombrières au sein d'installations classées pour la protection de l'environnement séparées des bâtiments par un espace à ciel ouvert, supérieur à 10 mètres ne sont pas soumises aux dispositions de l'annexe I (relative aux prescriptions techniques d'installation).

Selon les éléments fournis par la société MANITOU, ces prescriptions d'implantation des panneaux photovoltaïques ont été prises en compte.

## 6. ANALYSE DE CONFORMITE DETAILLEE

### 6.1 Rubrique 2940.3

Ci-dessous le tableau de conformité détaillé à l'Arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 :

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
ARTICLE 1.1 - Champ d'application et applicabilité aux installations existantes					
Art.1.1.1	<p>s'applique aux installations nouvelles enregistrées à compter du 15 mai 2020.</p> <p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les articles 2.1, 4.2, 4.3, 4.4 et 6.4 ne s'appliquent qu'à la partie constructive de l'extension. Les locaux existants restent, pour ces articles, soumis aux dispositions antérieures ;</li> <li>- les autres articles sont applicables à l'ensemble de l'installation.</li> </ul>			X	
Art.1.1.2	<p>Pour les dispositions applicables aux installations existantes, il est précisé dans la fiche d'audit sous chaque article la date d'application. Trois entrées en vigueur sont possibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à partir du 15/11/2020 (entrée en vigueur de l'arrêté + 6 mois)</li> <li>- à partir du 15/05/2021 (entrée en vigueur de l'arrêté + 1 an)</li> <li>- à partir du 15/05/2022 (entrée en vigueur de l'arrêté + 2 ans)</li> </ul> <p>Les dispositions pour lesquelles rien n'est précisé ne sont pas applicables aux installations existantes.</p> <p>Dans l'attente de l'applicabilité des dispositions, les dispositions de l'APA demeurent applicables.</p>			X	
ARTICLE 1.3 - Conformité de l'installation					
Art.1.3	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.				A prendre en compte en phase d'exploitation

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Chapitre II : Implantation et aménagement					
ARTICLE 2.1 - Règles d'implantation					
Art.2.1.1	Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités visées par la rubrique 2 940 sont situés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements tiers recevant du public.	X			environ 50 mètres
Art.2.1.2	L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	X			
ARTICLE 2.2 - Intégration dans le paysage					
Art.2.2	L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).				A prendre en compte en phase d'exploitation
Chapitre III : Exploitation Applicable aux installations existantes à partir du 15/11/2020					
ARTICLE 3.1 - Surveillance de l'installation					
Art.3.1	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.				A prendre en compte en phase d'exploitation (produire un organigramme de fonctionnement pour démontrer lors du dossier d'enregistrement la conformité)
ARTICLE 3.2 - Contrôle de l'accès					
Art.3.2	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance n'aient pas accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	X			Site entièrement clôturé avec accueil des visiteurs Borne d'accès VIGIK
ARTICLE 3.3 - Gestion des produits					

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.3.3.1	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).				A prendre en compte en phase d'exploitation - FDS
Art.3.3.2	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.				Registre des substances
ARTICLE 3.4 - Propreté de l'installation					
Art.3.4	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.				
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions					
Section I : Généralités					
ARTICLE 4.1 - Localisation des risques					
Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2021					
Art.4.1.1	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.				A prendre en compte en phase d'exploitation Plan des dangers à réaliser pour le dossier d'enregistrement ?



Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	Art.4.1.2	L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.				
	Art.4.1.3	L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.				
	Art.4.1.4	Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.				
Section II : Dispositions constructives						
ARTICLE 4.2 - Comportement au feu						
	Art.4.2.1	Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.	x			Atelier Peinture ICPE 2575 + 2940 : ● Structure R 30 (si pied de ferme < 8 mètres) ou R 60 (si pied de ferme > 8 mètres) ● Murs extérieurs RE 30 en matériaux classés à minima A2s1d0 ● Portes E 30 ● Toiture Broof (t3) ● Dispositifs de désenfumage (SUE>2%) conforme à la norme NF EN 12 101-2 ● Locaux à risques REI 120 + Portes EI 60

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.2.2	<p>Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R 30 si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R 60 si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;</li> <li>- plancher haut ou mezzanine REI 60 ;</li> <li>- murs extérieurs RE 30 ;</li> <li>- portes RE 30, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Cette disposition ne s'applique pas aux zones de peinture avec convoyeur traversant.</li> <li>- le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</li> </ul>	x			
Art.4.2.3	<p>Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;</li> <li>- soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li> </ul>	x			
Art.4.2.4	Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement.			x	
Art.4.2.5	Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.2.6	Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.				A prendre en compte en phase d'exploitation
ARTICLE 4.3 - Accessibilité					
I - Accès au site					
Art.4.3.1	L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	X			
II - Voie "engins"					
Art.4.3.2	Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins.	X			Une voie engin fait le tour complet du nouveau site.  Les dispositions relatives aux caractéristiques ont été intégrées dans les CCTP des entreprises de l'allotissement concerné.

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.3.3	<p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins.</li> </ul>	X			
Art.4.3.4	<p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p>			X	
III - Aires de stationnement					
III. 1. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens					

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.3.5	Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.	X			Voie échelle depuis la voie engin avec aires de mise en station des moyens. Ces aires sont complétées par des aires d'aspiration : des bornes reliées par un réseau sec à la bâche incendie sont implantées sur ces aires.
Art.4.3.6	Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens. Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.	X			
Art.4.3.7	Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.			X	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.3.8	<p>Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li> <li>- un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sous réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul>	X			
III. 2. Aires de stationnement des engins					



Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.3.9	Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.	X			Idem ci-dessus
Art.4.3.10	Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.	X			
Art.4.3.11	Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.	X			
IV - Documents à jour à disposition des services d'incendie et de secours					

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.3.1 2	L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.			x	A prendre en compte en phase d'exploitation
ARTICLE 4.4 - Désenfumage					
Art.4.4.1	Les locaux abritant les installations visées par la rubrique 2940 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.	x			
Art.4.4.2	Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m <sup>2</sup> ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m <sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.	x			Dispositifs de désenfumage (SUE>2%) conforme à la norme NF EN 12 101-2
Art.4.4.3	En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.	x			
Art.4.4.4	Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.	x			
Art.4.4.5	Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.				
Art.4.4.6	Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.	x			
Art.4.4.7	Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque local abritant l'installation	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.4.8	Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.			x	pas de sprinkler
ARTICLE 4.5 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie					

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.5.1	<p>L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;</p> <p>d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;</li> <li>- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;</li> <li>- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.</li> </ul>	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.5.2	Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.			x	
Art.4.5.3	Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;			x	
Art.4.5.4	e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.			x	
Art.4.5.5	L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.			x	
Art.4.5.6	Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.			x	
<b>ARTICLE 4.6 - Tuyauteries et canalisations</b> <b>Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022</b>					

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.6	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.			x	
Section III : Dispositif de prévention des accidents					
ARTICLE 4.7 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022					
Art.4.7	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières inflammables. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).			x	DRPCE à prévoir
ARTICLE 4.8 - Installations électriques et chauffage Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022					
Art.4.8.1	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.			x	



Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.8.2	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.			x	
ARTICLE 4.9 - Ventilation des locaux					
Art.4.9.1	Les locaux contenant l'installation sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.			x	
Art.4.9.2	La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).			x	
ARTICLE 4.10 - Systèmes de détection et extinction automatiques Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022					
Art.4.10.1	Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.	x			Détection incendie prévue (local ECS)

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.10. 2	L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	x			Détection incendie prévue (local ECS)
Art.4.10. 3	En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.			x	
<b>ARTICLE 4.11 - Dispositions particulières applicables aux cabines de peinture et aux étuves ou fours de séchage utilisant des liquides ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226).</b> <b>Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022</b>					
Art.4.11. 1	Le débit d'extraction des vapeurs des cabines de peinture par pulvérisation ainsi que des étuves ou fours de séchage est dimensionné et réglé de telle sorte que la concentration maximale des solvants dans l'air est toujours inférieure à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les produits appliqués.			x	
Art.4.11. 2	Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation.			x	
Art.4.11. 3	Les installations de séchage ou cuisson disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement (température, autre paramètre) pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.			x	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.11.4	Les cabines d'application par pulvérisation de produits de revêtement organiques conformes à la norme NF EN 16985 version décembre 2018 et les cabines de séchage conformes à la norme NF EN 1539 version 2015 sont présumées répondre aux dispositions ci-dessus.			x	
Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles					
ARTICLE 4.12 - Capacité de rétention					
Art.4.12.1	<p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>	x			Rétentions locales dans local de stockage de 30m <sup>2</sup> boîte REI60.
Art.4.12.2	<p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul>	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.12.3	<p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	x			
Art.4.12.4	<p>III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>	x			
Art.4.12.5	<p>IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	x			
ARTICLE 4.13 - Rétention et isolement					
Art.4.13.1	<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>	x			Cf. Gestion des EP et EI note hydraulique

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.13. 2	En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.	x			
Art.4.13. 3	En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.	x			
Art.4.13. 4	Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.	x			
Art.4.13. 5	Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'évacuation des effluents recueillis se fait dans les conditions prévues aux chapitres V ou IX selon la composition des effluents.	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Section V : Dispositions d'exploitation					
ARTICLE 4.14 - Travaux					
Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2021					
Art.4.14. 1	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul>			x	
Art.4.14. 2	<p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p>			x	



Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.4.14.3	Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.			x	
Art.4.14.4	Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.			x	
<b>ARTICLE 4.15 - Vérification périodique et maintenance des équipements</b> <b>Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2021</b>					
<b>I - Règles générales</b>					
Art.4.15.1	L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.			x	
Art.4.15.2	Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.			x	
Art.4.15.3	Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.			x	
<b>II - Protection individuelle</b>					
Art.4.15.4	Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.			x	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
ARTICLE 4.16 - Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation					
Art.4.16	<p>La présence dans les ateliers de substances et mélanges dangereux et de produits combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et ne peut en aucun cas dépasser la production journalière autorisée.</p> <p>Les éventuels rebuts de production sont évacués régulièrement.</p> <p>Les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention</p>			x	
Chapitre V : Émissions dans l'eau					
Section I : Principes généraux					
ARTICLE 5.1.1 - Applicabilité					
Art.5.1.1	Les articles 5.10, 5.11, 5.12 et 10 ne sont pas applicables aux installations ne présentant pas de rejets dans l'eau liés à l'activité (eaux de rinçage, de process, purges, etc.). Les justificatifs sont joints au dossier d'enregistrement.			x	
ARTICLE 5.1.2 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu Applicable aux installations existantes à partir du 15/11/2020 (sauf 4e alinéa)					
Art.5.1.2 .1	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compatibilité avec le milieu récepteur ;</li> <li>- suppression des émissions de substances dangereuses.</li> </ul>			x	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.5.1.2 .2	Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.			x	
ARTICLE 5.2 – Prélèvements d'eau					
Art.5.2	Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.			x	
ARTICLE 5.3 - Ouvrages de prélèvements Applicable aux installations existantes à partir du 15/11/2020					
Art.5.3.1	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.			x	
Art.5.3.2	Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.			x	
Art.5.3.3	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.			x	

Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Section III : Collecte et rejet des effluents						
ARTICLE 5.4 - Collecte des effluents						
	Art.5.4.1	Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.	x			Cf. Note hydraulique de gestion EP et EI
	Art.5.4.2	Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.	x			
	Art.5.4.3	Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	x			
ARTICLE 5.5 - Points de rejets						
	Art.5.5	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.	x			1 seul point de rejet
ARTICLE 5.6 - Rejet des eaux pluviales						

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.5.6	Les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à la section IV.			x	
ARTICLE 5.7 - Eaux souterraines					
Art.5.7	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	x			
Section IV : Valeurs limites d'émission					
ARTICLE 5.8 - Généralités					
Art.5.8	Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	x			Cf. Gestion EP/EI
ARTICLE 5.9 - Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé) Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022					
Art.5.9.1	La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C sauf si la température en amont dépasse 30° C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50° C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.	x			
Art.5.9.2	Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.			x	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.5.9.3	<p>En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables :</p> <p>a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les effets du rejet, mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, respectent également les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, de 3° C pour les eaux cyprinicoles et de 2° C pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- ne pas induire une température supérieure à 21,5° C pour les eaux salmonicoles, à 28° C pour les eaux cyprinicoles et à 25° C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</li> <li>- maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques ;</li> </ul>			x	
Art.5.9.4	b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.			x	
<b>ARTICLE 5.10 - Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel</b> <b>Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022</b>					
Art.5.10.1	Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.			x	N.A 5.1
Art.5.10.2	Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.			x	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.5.10.3	Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.			x	
Art.5.10.4	Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :			x	
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)					
Art.5.10.5	Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà			x	NA 5.1
Art.5.10.6	DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà			x	
Art.5.10.7	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà			x	
Art.5.10.8	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.			x	
2. Azote et phosphore					
Art.5.10.9	Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j			x	NA 5.1

Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	Art.5.10.10	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.			x	
	Art.5.10.11	Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j			x	
	Art.5.10.12	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.			x	
3. Substances spécifiques du secteur d'activité						
	Art.5.10.13	Chrome hexavalent et composés (en Cr6+) CAS 18540-29-9 Code SANDRE 1371 0,05 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j			x	NA 5.1
	Art.5.10.14	Chrome et ses composés (en Cr) CAS 7440-47-3 Code SANDRE 1389 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j			x	
	Art.5.10.15	Cuivre et ses composés (en Cu) CAS 7440-50-8 Code SANDRE 1392 0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j			x	



Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.5.10.16		Nickel et ses composés (en Ni) CAS 7440-02-0 Code SANDRE 1386 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j			x	
Art.5.10.17		Zinc et ses composés (en Zn) CAS 7440-66-6 Code SANDRE 1383 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j			x	
Art.5.10.18		Trichlorométhane (chloroforme) Code SANDRE 1135 50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j			x	
Art.5.10.19		Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1) Code SANDRE 1106 (AOX) 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j (1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.			x	
Art.5.10.20		Hydrocarbures totaux Code SANDRE 7009 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j			x	
Art.5.10.21		Tétrachloroéthylène CAS 127-18-4 Code SANDRE 1272 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j			x	
Art.5.10.22		Dichlorométhane (Chlorure de méthylène) CAS 1975-09-02 50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j			x	
ARTICLE 5.11 - Raccordement à une station d'épuration collective						

Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	Art.5.11.1	Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.			x	NA 5.1
	Art.5.11.2	Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas : - MES : 600 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; - phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.			x	
	Art.5.11.3	Toutefois, les valeurs limites ci-dessus peuvent être supérieures si le gestionnaire du réseau d'assainissement l'autorise.			x	
	Art.5.11.4	Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que ceux mentionnés aux 1 et 2 de l'article 5.10 sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. Toutefois, les valeurs limites imposées à la sortie de l'installation peuvent être différentes si la station d'épuration des effluents industriels a la capacité de traiter les micropolluants.			x	
ARTICLE 5.12 - Dispositions communes aux valeurs limites d'émission pour un rejet dans le milieu naturel ou un raccordement à une station d'épuration.						

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.5.12	<p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>			x	NA 5.1
<p>Chapitre VI : Émissions dans l'air</p> <p>Section I : Généralités</p> <p>ARTICLE 6.1 - Généralités</p> <p>Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2021</p>					
Art.6.1.1	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.			x	
Art.6.1.2	Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).			x	
Art.6.1.3	Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.			x	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Section II - Rejets à l'atmosphère					
ARTICLE 6.2 - Points de rejets					
Art.6.2	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.			x	
ARTICLE 6.3 - Points de mesure					
Art.6.3	Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.			x	
ARTICLE 6.4 - Hauteur de cheminée et conditions de rejet à l'atmosphère					
Art.6.4.1	Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.	x			
Art.6.4.2	La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m3/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m3/h.			x	

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.6.4.3	En plus des dispositions de l'article 6.2, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à 1 kg/h de poussières, ou 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351, ou 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus ont une hauteur minimale comme définie ci-après.			x	
Art.6.4.4	La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.			x	
Art.6.4.5	De plus, si le rejet de composés organiques volatils dépasse 150 Kg/h ou 20 kg/h pour ceux à mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351, la hauteur de la cheminée est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.			x	
ARTICLE 6.5 - Valeurs limites d'émission					
Art.6.5	Poussières : - si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm3 ; - si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm3.			x	
Section III : Autres dispositions applicables					
ARTICLE 6.6 - Odeurs					

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.6.6	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.			x	
Chapitre VII : Émissions dans les sols					
ARTICLE 7					
Art.7	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	x			
Chapitre VIII : Bruit et vibrations					
ARTICLE 8 - Bruit et vibrations					
Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022					
I - Valeurs limites de bruit					
Art.8.1	Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivantes:	x			Cf. rapport autre usine MANITOU CANDE
Art.8.2	Si niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) - Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés: 6 dB (A) - Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés: 4 dB (A)	x			
Art.8.3	Si niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 45 dB (A) - Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés: 5 dB (A) - Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés: 3 dB (A)	x			

Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.8.4		De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.	x			
II - Véhicules						
Art.8.5		Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores			x	
Art.8.6		L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.			x	
Chapitre IX : Déchets						
ARTICLE 9 - Généralités						
Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2022						
Art.9.1		Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.	x			Les déchets issus de la production ne seront pas stockés dans des volumes correspondant à plus de 3 mois de production
Art.9.2		La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 3 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.	x			
Art.9.3		Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.	x			
Chapitre X : Surveillance des émissions						
ARTICLE 10 - Surveillance des émissions dans l'eau						
Applicable aux installations existantes à partir du 15/05/2021						

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.10.1	Que les effluents de l'installation soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.			x	NA 5.1
Art.10.2	Température: Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j (*) (*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.			x	
Art.10.3	pH: Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j (*) (*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.			x	
Art.10.4	DCO (sur effluent non décanté): Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			x	
Art.10.5	Matières en suspension totales: Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			x	
Art.10.6	DBO5 (**) (sur effluent non décanté): Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel (**) La fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.			x	



Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
Art.10.7	Azote global: Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			x	
Art.10.8	Phosphore total: Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			x	
Art.10.9	Substances spécifiques du secteur d'activité : Si le flux est supérieur à 20 g/jour : Trimestrielle pour les rejets raccordés à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle dans le milieu naturel			x	
Art.10.10	Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.			x	
Art.10.11	Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.			x	
Art.10.12	Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.			x	

## 6.2 Rubrique 2560

Ci-dessous le tableau de conformité détaillé à l'Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560. Il se base sur les points « objet du contrôle » définis dans l'arrêté pour les installations soumises au contrôle périodique.

2. Implantation. - Aménagement						
2.1. Règles d'implantation				Non applicable aux installations déclarées avant le 01/01/2016		
« L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement. Une dérogation peut être accordée par le préfet, sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque et nuisances pour les tiers. »						
Contrôle 7		Respect des distances d'isolement, ou avis favorable à la demande de dérogation.	X			15 mètres environ
2.3. Interdiction de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus et au-dessous de l'installation				Non applicable aux installations déclarées avant le 01/01/2016		
« L'installation n'est pas surmontée ni ne surmonte de locaux habités ou occupés par des tiers. »						
Contrôle 8		Absence de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus ou au-dessous de l'installation.	X			
2.4. Comportement au feu des locaux						
2.4.1. Réaction au feu				Non applicable aux installations déclarées avant le 01/01/2016		
« Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : matériaux de classe A1 selon NF EN13501-1 (incombustible). »						

Contrôle 9	Présence de documents attestant des propriétés de réaction au feu.	X				Justificatifs demandés aux CCTP entreprise en charge du bâti.
2.4.4.Désenfumage		2.4.4 II (souligné) non applicable aux installations déclarées avant le 01/01/2016				
<p>« I. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacua-tion naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p><u>II. Les dispositifs d'évacuation sont à commandes automatique et manuelle.</u></p> <p><u>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;</li><li>- à déterminer selon la nature des risques, si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m², sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li></ul> <p><u>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</u></p> <p><u>Tous les dispositifs doivent, en référence à la norme NF EN12101-2, présenter les caractéristiques suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;</li><li>- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 m et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 m et inférieures ou égales à 800 m. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 m, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispo-sitions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li><li>- classe de température ambiante T0 (0 °C) ;</li><li>- classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C).</li></ul> <p><u>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer. »</u></p>						
Contrôle 10	Présence des dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion.	X				Prévue 2% SUE aux CCTP
Contrôle 11	Positionnement des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès.	X				Prévue CCTP

2.6. Ventilation		Disposition relative à la hauteur du débouché de la gaine d'extraction (soulignée) non applicable aux installations déclarées avant le 01/01/2016				
<p>« Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante, compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants, afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés, et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère. »</p>						
Contrôle 12	Présence de dispositif(s) de ventilation.					
2.7. Installations électriques		Applicable à toutes les installations				
<p>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. »</p>						
Contrôle 13	Présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.				X	Pas d'élément
2.9. Rétention des aires et locaux de travail		Applicable à toutes les installations				
<p>« Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au titre 7.»</p>						
Contrôle 14	Etanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.)					A prendre en compte maintenance

Contrôle 15	Aptitude des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil, par exemple).					Pas d'élément
2.10. Cuvettes de rétention		Applicable à toutes les installations				
<p>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets. »</p>						
Contrôle 16	Présence de cuvettes de rétention. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				x	Exploitation
Contrôle 17	Vérification du volume des cuvettes de rétention.				x	Exploitation

Contrôle 18	Etanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures).				x	Exploitation
Contrôle 19	Pour les réservoirs fixes, présence de jauge.				x	Exploitation
Contrôle 20	Pour les stockages enterrés, présence de limiteurs de remplissage. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				x	Exploitation
Contrôle 21	Conditions de stockage sous le niveau du sol (réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés).				x	Exploitation
Contrôle 22	Présence d'un dispositif d'obturation maintenu fermé.				x	Exploitation
Contrôle 23	Présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble.				x	Exploitation
2.11. Isolement du réseau de collecte		Non applicable aux installations déclarées avant le 01/01/2016				
« Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs. »						
Contrôle 24	Présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.	X				Vanne de barrage située après bassin de confinement des eaux d'extinction

Contrôle 25	Présence de la consigne définissant les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.				X	A prendre en compte exploitation
3. Exploitation - entretien						
3.3. Connaissance des produits - étiquetage		Applicable à toutes les installations				
«L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux. »						
Contrôle 26	Présence des fiches de données de sécurité.				X	A prendre en compte exploitation
Contrôle 27	Présence et lisibilité des noms de produits et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages.				X	A prendre en compte exploitation
3.4. Propreté		Applicable à toutes les installations				
« Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol. »						
Contrôle 28	Absence d'amas de matières ou poussières dangereuses ou polluantes.				X	A prendre en compte exploitation
3.5. État des stocks de produits dangereux		Applicable à toutes les installations				
« L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. »						

Contrôle 29	Présence de l'état des stocks (nature et quantité) de produits dangereux.				X	A prendre en compte exploitation
Contrôle 30	Présence du plan des stockages de produits dangereux.				X	A prendre en compte exploitation
Contrôle 31	Conformité des stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle.				X	A prendre en compte exploitation
Contrôle 32	Vérification de l'absence (de stockage) de matières dangereuses ou combustibles non nécessaires à l'exploitation.				X	A prendre en compte exploitation
4. Risques						
4.2. Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		Applicable à toutes les installations				
<p>« L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, en particulier pour toutes les zones contenant des métaux inflammables ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local.</li></ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »</p>						
Contrôle 33	Présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un). (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)	X				



Contrôle 34		Implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs.	X				
Contrôle 35		Présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours.				X	Pas d'élément
Contrôle 36		Présence de plans de locaux, avec descriptions des dangers associés.				X	Pas d'élément
Contrôle 37		Justification de la vérification annuelle de ces matériels.				X	A prendre en compte exploitation
4.3. Localisation des risques			Applicable à toutes les installations				
<i>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</i>							
<i>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques).</i>							
<i>Les locaux à risque incendie sont, a minima, les chaufferies, les locaux de charge d'accumulateur, les zones de stockage de produits combustibles et inflammables. Le risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</i>							
<i>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. »</i>							
Contrôle 38		Présence du plan de l'atelier indiquant les différentes zones de danger.				X	A prendre en compte exploitation
Contrôle 39		Présence d'une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan.				X	A prendre en compte exploitation

4.6. Consignes de sécurité			Applicable à toutes les installations				
<p>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosives » ;</li><li>- l'obligation du « permis de travaux » pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, etc.) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.»</li></ul>							
Contrôle 40		Présence de chacune de ces consignes.				X	A prendre en compte exploitation
5. Eau							
5.1.3. Prélèvements			Applicable à toutes les installations				
<p>« Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le prélèvement est relevé quotidiennement si le débit est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.»</p>							
Contrôle 41		En cas d'installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel, présence du dispositif de mesure totalisateur.				X	A prendre en compte exploitation

Contrôle 42	Présence des enregistrements des relevés de mesures.				X	A prendre en compte exploitation
Contrôle 43	Présence d'un dispositif antiretour en cas de raccordement à une nappe ou au réseau public (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)	X				
5.3. Réseau de collecte et eaux pluviales		2e alinéa (souligné) non applicable aux installations déclarées avant le 01/01/2016				
« Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement. »						
Contrôle 44	Le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan).	X				
Contrôle 45	Les eaux pluviales collectées susceptibles d'être souillées sont traitées par un décanteur-déshuileur avant rejet.	X				
Contrôle 46	Présentation du justificatif du curage et nettoyage du décanteur séparateur depuis moins d'un an, ou justificatifs du report.	X				A prendre en compte cadre dispositif existant.
Contrôle 47	Si solution alternative appliquée aux eaux pluviales non polluées : justification de la compatibilité avec les objectifs du SDAGE (du SAGE, s'il existe).				X	
6. Air - odeurs						
6.1. Captage et épuration des rejets à l'atmosphère		Applicable à toutes les installations				

« Les machines ou équipements susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais. Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible. Les conduits d'évacuation sont entretenus régulièrement, de manière à éviter toute accumulation de poussières.

La dilution des effluents est interdite, sauf autorisation explicite de l'inspection des installations classées. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter celles-ci. »

<b>Contrôle 48</b>	Présence et bon état de fonctionnement des dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions, ou justificatif de leur absence. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				<b>X</b>	Pas d'élément
<b>Contrôle 49</b>	Présence d'orifices obturables et accessibles.				<b>X</b>	Pas d'élément

### 6.3. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Applicable à toutes les installations

« Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.a est effectuée par un organisme agréé (prélèvements sous accréditation) selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les 3 ans. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. »

## « 6.2. Valeurs limites et conditions de rejet

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm<sup>3</sup> dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.

Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés. Pour les métaux, les valeurs limites s'appliquent à la masse totale d'une substance émise, y compris la part sous forme de gaz ou de vapeur contenue dans les effluents gazeux.

### a) Poussières

Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

### b) Polluants spécifiques

Les effluents respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal :

- métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :

1. Rejets de cadmium, mercure et thallium et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m<sup>3</sup> par métal et de 0,1 mg/m<sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;

2. Rejets d'arsenic, sélénium et tellure et de leurs composés : si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en As + Se + Te) ;

3. Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en Pb) ;

4. Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et de leurs composés : si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).

### c) Point de rejet

Le point de rejet dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

L'exploitant est dispensé de cette obligation si le système de captage et d'épuration garantit l'absence de nuisance pour les riverains.»

Contrôle 50	Présence des résultats de mesures de concentration rendues sous agrément (prélèvements sous accréditation) ou, dans les cas d'impossibilité prévus, présence de l'évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites d'émission applicables.					X	A prendre en compte exploitation
-------------	--	--	--	--	--	---	----------------------------------

Contrôle 51	Conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émission applicables.				x	A prendre en compte exploitation
7. Déchets						
7.2. Contrôles des circuits		Applicable à toutes les installations				
« L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de traitement et de traçabilité (bordereau de suivi, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées par la réglementation aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement. »						
Contrôle 52	Présence du registre des déchets tenu à jour.				x	
Contrôle 53	Présence dans le registre des éliminations spécifiques liées aux effluents aqueux industriels. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				x	
7.3. Entreposage des déchets		Applicable à toutes les installations				
« Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...). <p>En particulier, les copeaux d'usinage ou tout déchet d'usinage souillé sont stockés à l'abri des eaux météoriques et sur rétention ou sur tout autre moyen équivalent permettant la récupération des égouttures.</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 1 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.»</p>						
Contrôle 54	Respect des conditions d'entreposage.				x	
Contrôle 55	Présence d'un moyen permettant la récupération des égouttures. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				x	

Contrôle 56	Respect de la quantité de déchets présents sur le site. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				X	
7.5. Déchets dangereux		Applicable à toutes les installations				
« Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement conformément au point 7.2. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans. »						
Contrôle 57	Présence des bordereaux de suivi de déchets et des documents justificatifs de traitement. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				X	
8. Bruit et vibrations						
8.4. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores		Applicable à toutes les installations				
«Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.						
Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. »						
« 8.1. Valeurs limites de bruit						
Au sens du présent arrêté, on appelle :						
- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;						
- zones à émergence réglementée :						
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;						
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;						
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.						

Pour les installations existantes, définies conformément à l'article 2, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admises :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.»

<b>Contrôle 58</b>	Présence de résultats de mesure. (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)				<b>x</b>	A prévoir
--------------------	--	--	--	--	----------	-----------



### 6.3 Rubrique 2575

Ci-dessous le tableau de conformité détaillé à l'Arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 (Abrasives [emploi de matières] telles que sables, corindon, grenailles) :

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
1 Dispositions générales	1.1	Conformité de l'installation à la déclaration				
	1.2	Modifications portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation				
	1.3	Déclaration doit justifier des mesures prises ou prévues par l'exploitant pour respecter les prescriptions de l'arrêté				
	1.4	Dossier ICPE: le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ; - les documents prévus aux points 3.5, 3.6, 4.3, 4.7, 4.8, 5.1, 7.4 du présent arrêté				
	1.5	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle			x	Id2940
	1.6	Déclaration dans le mois au préfet en cas de changement d'exploitant			x	
	1.7	Déclaration dans le mois au préfet avant la cessation d'activité			x	
	1.8				x	
2. Implantation aménagement	2.1				x	
	2.2	Intégration dans le paysage / Bon état de propreté			x	
	2.3	Interdiction d'habitations au-dessus des installations			x	
	2.4	Comportement au feu des bâtiments : Système de DENF			x	
	2.5	Accessibilité et voie engin			x	
	2.6	Ventilation pour éviter ATEX			x	
	2.7	Installations électriques conformes à la réglementation du travail			x	

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	2.8	Mise à la terre des équipements			x	
	2.9	Rétention des aires et locaux de travail : étanche, incombustible.			x	
	2.10	Cuvette de rétention : au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés  si récipients unitaires <250L : rétention =100% si récipient <800L OU rétention = 20% avec mini 800L si récipients >800L.			x	
3. Exploitation et entretien	3.1	Surveillance de l'exploitation (directe uniquement)			x	Id2940
	3.2	Contrôle de l'accès			x	
	3.3	Connaissance des produits et étiquetage			x	
	3.4	Propreté des locaux			x	
	3.5	Registre des entrées et des sorties des produits dangereux + Plan général des stockages			x	
	3.6	Vérification périodiques des installations électriques			x	
4. Risques	4.1	Protection individuelle (à disposition, bon état et personnels formés)			x	Id 2940

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	4.2	<p>Moyens de secours contre l'incendie</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.</li> </ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>			x	id 2940
	4.7	<p>Consignes de sécurité</p> <p>les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7. ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</li> </ul>			x	id 2940

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	4.8	Consignes d'exploitation : modes opératoires, fréquence des contrôles, instructions de maintenance et nettoyage, maintien dans l'atelier de la quantité nécessaire			x	id 2940
5. Eau	5.1	Prélèvements : dispositif de mesures de la quantité d'eau prélevée			x	exploitation
	5.2	Consommation, limitation de la consommation d'eau			x	exploitation
	5.3	Réseau de collecte / séparation EP et eaux polluées			x	exploitation
	5.4	Mesures des volumes rejetés : quotidiennement			x	exploitation

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	5.5	<p>Valeurs limites de rejet</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH (NFT 90-008) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ;</li> <li>- température : inférieure à 30° C.</li> </ul> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matières en suspension (NFT 90-105) : 600 milligrammes par litre ;</li> <li>- DCO (NFT 90-101) : 2.000 milligrammes par litre.</li> </ul> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matières en suspension (NFT 90-105) : 100 milligrammes par litre si le flux journalier n'excède pas 15 kilogrammes par jour, 35 milligrammes par litre au-delà ;</li> <li>- DCO (NFT 90-101) : 300 milligrammes par litre si le flux journalier n'excède pas 100 kilogrammes par jour 125, milligrammes par litre au-delà.</li> </ul> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 milligrammes par litre si le flux est supérieur à 100 grammes par jour ;</li> <li>- métaux totaux (NFT 90-112) : 15 milligrammes par litre si le flux est supérieur à 100 grammes par jour.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration</p>			x	Exploitation
	5.6	Interdiction des rejets en nappe souterraine			x	Exploitation
	5.7	Prévention des pollutions accidentelles			x	Exploitation
	5.8	Epandage interdit des eaux résiduaires, boues et déchets.			x	Exploitation

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	5.9	Mesures périodique de la pollution rejetée Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé			x	Exploitation
6 Air, odeurs	6.1	Captage et épuration du rejet à l'atmosphère. Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...).	x			
	6.2	Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 150 milligrammes/Nm3 de poussières, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos/pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3. Le point de rejet doit dépasser d'au moins trois mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.			x	Exploitation

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	6.3	<p>Mesure périodique de la pollution rejetée</p> <p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 doivent être respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>			x	Exploitation
7 Déchets	7.1	<p>Récupération, recyclage</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.</p>			x	Exploitation
	7.2	<p>Stockage des déchets</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>				

Thème	N°	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
8 Bruit	8.4	<p>Mesure de bruit</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.</p> <p>Ces mesures sont effectuées dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié</p>			x	Idem 2940



## 6.4 Rubrique 2925

Ci-dessous le tableau de conformité détaillé à l'Arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « Accumulateurs (ateliers de charge d') :

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT /					
2.1 - Règles d'implantation					
2.1.1	Atelier de charge implanté à au moins 5m des limites de propriété	x			
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT / 2.2 - Intégration dans le paysage					
2.2.1	Prise en compte de l'intégration paysagère et de la propreté du site	x			
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT / 2.4 - Comportement au feu des bâtiments					
2.4.1.1	Murs et planchers hauts coupe-feu 2h	x			Cahier des charges prévoit : Murs et plancher haut REI 120 Portes intérieures EI30 Portes extérieures
2.4.1.2	Couverture incombustible	x			
2.4.1.3	Portes intérieures coupe-feu 1/2h avec ferme porte automatique (ou dispositif équivalent)	x			
2.4.1.4	Porte donnant vers l'extérieur pare flamme 1/2h	x			
2.4.1.5	Matériaux M0	x			

Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	2.4.2.1	Présence de dispositifs d'évacuation des fumées en cas d'incendie (lanterneaux, ouvrants en façade...)	x			E30 Couverture incombustible Dispositifs de désenfumage
	2.4.2.2	Commande d'ouverture manuelle des dispositifs d'évacuation des fumées situées à proximité des accès	x			
	2.4.2.3	Système de désenfumage adapté aux risques	x			
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT / 2.5 - Accessibilité						
	2.5.1	Accessibilité des bâtiments aux services de secours par voie engin ou par voie échelle si plancher haut > à 8m			x	Pas de plancher haut
	2.5.2	En cas de local fermé, présence d'ouvrants pour le passage des sauveteurs			x	Pour mémoire
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT /						
2.6 - Ventilation						
	2.6.1	Ventilation des locaux contre l'accumulation d'atmosphères explosives ou nocives	x			
	2.6.2	Débouché de la ventilation éloigné autant que possible	x			
	2.6.3	Débit d'extraction pour les batteries ouvertes et les ateliers de charge : Q = 0,05n I (n est le nombre de batteries et I est le courant d'électrolyse)	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
2.6.4	Débit d'extraction pour les batteries à recombinaison : $Q = 0,0025 \text{ n l}$	x			
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT /					
2.7 - Installations électriques					
2.7.1	Conformité des installations électriques au décret n° 88-1056 du 14/10/88 relatif à la réglementation du travail			x	exploitation
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT /					
2.8 - Mise à la terre des équipements					
2.8.1	Équipements métalliques mis à terre	x			
2. IMPLANTATION - AMENAGEMENT /					
2.9 - Rétention des aires et locaux de travail					
2.9.1	Sol des locaux de stockage ou de manipulation de produits dangereux étanches, incombustibles et seuil surélevé	x			
2.9.2	Présence d'un seuil surélevé ou tout dispositif équivalent permettant de recueillir les produits répandus	x			
2.9.3	Produits recueillis recyclés ou éliminés dans des installations autorisées	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
3. EXPLOITATION - ENTRETIEN / 3.1 - Surveillance de l'exploitation					
3.1.1	Surveillance de l'installation par une personne nommément désignée et connaissant la conduite des installations et ses dangers	x			
3. EXPLOITATION - ENTRETIEN / 3.2 - Contrôle de l'accès					
3.2.1	Accès interdit à toute personne étrangère au site	x			Contrôle d'accès site complet
3. EXPLOITATION - ENTRETIEN / 3.4 - Propreté					
3.4.1	Nettoyage régulier des installations (pas d'amas de matières dangereuses ou polluantes)			x	exploitation
3.4.2	Matériel de nettoyage adapté aux risques (produits ; poussières)			x	exploitation
3. EXPLOITATION - ENTRETIEN / 3.6 - Vérification périodique des installations électriques					
3.6.1	Installations électriques entretenues et contrôlées après toute modification			x	exploitation

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
3.6.2	Installations électriques vérifiées selon l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail (périodicité ; étendue des vérifications ; contenu des rapports)			x	exploitation
4. RISQUES / 4.1 - Protection individuelle					
4.1.1	Moyens de protections individuelles disponibles et à proximité des lieux d'utilisation			x	Id2940
4.1.2	Entretien et vérifications périodiques des équipements de protection			x	Id2940
4.1.3	Formation du personnel à l'emploi des matériels de protection			x	Id2940
4. RISQUES / 4.2 - Moyens de secours contre l'incendie					
4.2.1	Appareils incendies implantés à 200m au plus du risque ou présence de points d'eau suffisants	x			
4.2.2	Extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à l'extérieur à proximité des dégagements	x			
4.2.3	Extincteurs facilement accessibles	x			
4.2.4	Agents d'extinction appropriés aux risques et compatibles avec les produits stockés	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
4.2.5	Présence de moyens d'alerte des services d'incendie	x			
4.2.6	Présence des plans des locaux pour intervention de secours	x			
4.2.7	Vérification des matériels au moins une fois / an	x			
4. RISQUES /					
4.3 - Localisation des risques					
4.3.1	Recensement des zones à risques spécifiques (vis à vis de l'environnement, la sécurité publique, la sécurité des installations électriques)			x	Plan à prévoir avec localisation atelier de charge
4.3.2	Parties à risques équipées de détecteurs d'hydrogène			x	A prévoir
4. RISQUES /					
4.4 - Matériel électrique de sécurité					
4.4.1	Installations électriques réduites au minimum dans les zones à risque d'atmosphères explosives			x	exploitation
4.4.2	Présence de matériel spécial ATEX dans ces zones	x			
4.4.3	Dans les zones où les atmosphères sont épisodiques de faible fréquence et de courte durée, le matériel peut-être de bonne qualité sans risque de provoquer des étincelles ou des surfaces chaudes			x	exploitation

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
4.4.4	Canalisations non sources possibles d'inflammation			x	exploitation
4.4.5	Protection des canalisations (choc, propagation des flammes, action des produits)			x	exploitation
4. RISQUES /					
4.5 - Interdiction des feux					
4.5.1	Dans les zones recensées à risques, présentant un risque d'incendie ou d'explosion, interdiction affichée d'apporter du feu (sauf travaux avec permis de feu)			x	exploitation
4. RISQUES /					
4.6 - Permis de travail ou de feu					
4.6.1	Permis de feu / travail obligatoire pour tous travaux à risques			x	Maintenance
4.6.2	Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant (ou personne désignée)			x	Maintenance
4.6.3	Si travaux effectués par entreprise extérieure, les documents sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure (ou personnes désignées)			x	Maintenance
4.6.4	Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.			x	Maintenance

Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
4. RISQUES /						
4.7 - Consignes de sécurité affichées						
	4.7.1	"Création, tenue à jour et affichage des consignes suivantes : - interdiction de feu"			x	exploitation
	4.7.2	- obligation de permis de travail dans les zones recensées à risques			x	exploitation
	4.7.3	- procédures d'arrêt d'urgence et mise en sécurité de l'installation (électricité, fluides)			x	exploitation
	4.7.4	- moyens d'extinction à utiliser			x	exploitation
	4.7.5	- procédure d'alerte et numéros de tel (responsable d'intervention ; services de secours...)			x	exploitation
4. RISQUES /						
4.8 - Consignes d'exploitation						
	4.8.1	"Présence de consignes d'exploitation écrites (démarrage et arrêts, fonctionnement normal, entretien, manipulation...) comprenant au moins: - les consignes opératoires"			x	exploitation
	4.8.2	- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions			x	exploitation



Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
4.8.3	- les instructions de maintenance et de nettoyage			x	exploitation
4.8.4	- le maintien de la quantité de matière nécessaire au fonctionnement			x	exploitation
<b>4. RISQUES /</b>					
<b>4.9 - Seuil de concentration limite en hydrogène</b>					
4.9.1	Seuil de concentration limite en hydrogène admise dans le local : 25% de la limite inférieure d'explosivité (LIE) soit 1% dans l'air			x	exploitation
4.9.2	Le dépassement du seuil interrompt automatiquement l'opération de charge et déclenche une alarme			x	exploitation
4.9.3	Dans les zones à risques sans détecteur d'hydrogène, l'interruption accidentelle des systèmes d'extraction d'air stoppe l'opération de charge et déclenche une alarme			x	exploitation
<b>5. EAU / 5.1 - Prélèvements</b>					
5.1.1	Dispositif de mesure totalisatrice de la quantité d'eau prélevée dans le milieu naturel			x	Pas de prélèvement en milieu naturel
5.1.2	Résultats des mesures enregistrés et à disposition de la DRIRE			x	Pas de prélèvement en milieu naturel
5.1.3	Dispositif anti retour si raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
5.1.4	Usage du réseau d'eau incendie réservé aux sinistres, exercices de secours, opérations d'entretien ou maintien hors gel du réseau	x			
5. EAU / 5.2 - Consommation					
5.2.1	Limitation de la consommation d'eau			x	id2940
5.2.2	Interdiction des circuits de refroidissement ouverts si débit > à 10m3/jour			x	id2940
5. EAU /					
5.3 - Réseau de collecte					
5.3.1	Réseau de collecte séparatif (eaux résiduaires polluées et eaux pluviales non polluées séparées)	x			
5.3.2	Nombre de points de rejet des eaux résiduaires minimum	x			
5.3.3	Points de rejet aménagés pour prélèvement d'échantillons et mise en place d'un débitmètre facilités			x	Plan des réseaux doit faire apparaître les postes de mesures
5. EAU /					
5.6 - Interdiction des rejets en nappe					
5.6.1	Pas de rejets (in)directs en nappe souterrain même après épuration	x			

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
5. EAU /					
5.7 - Prévention des pollutions accidentelles					
5.7.1	Pas de déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel (existence de dispositions spécifiques)	x			
5. EAU /					
5.8 - Épandage					
5.8.1	Pas d'épandage des eaux résiduaires, boues ou déchets			x	Pas d'épandage
7 - DECHETS /					
7.1 - Récupération - recyclage					
7.1.1	Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits (mise en place des opérations de valorisation possibles)			x	exploitation
7.1.2	Collecte sélective des déchets puis valorisation ou élimination dans des installations appropriées			x	exploitation
7 - DECHETS / 7.2 - Stockage des déchets					
7.2.1	Stockage sécurisé des déchets contre toute pollution (envol, infiltration, odeurs...)			x	exploitation
7.2.2	Quantité de déchets stockés in situ < capacité mensuelle de déchets produits ou de lots normal d'expédition vers l'éliminateur			x	exploitation

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
<b>7 - DECHETS / 7.3 - Déchets banals</b>					
7.3.1	Éliminations des DIB comme les OM (récupération, valorisation, élimination)			x	exploitation
7.3.2	Si déchets d'emballage produits > 1100 litres ou non remis aux services communaux : réemploi, recyclage ou valorisation énergétique			x	exploitation
<b>7 - DECHETS / 7.4 - Déchets industriels spéciaux</b>					
7.4.1	Élimination des DIS par une installation spécialisée			x	exploitation
7.4.2	Justificatifs d'élimination (BSDI) conservé 3 ans			x	exploitation
<b>7 - DECHETS / 7.5 - Brûlage</b>					
7.5	Pas de brûlage des déchets à l'air libre			x	exploitation
<b>8 - BRUIT ET VIBRATIONS /</b>					
<b>8.1 - Valeurs limites de bruit</b>					
8.1.1	Construction, équipement et exploitation tels que le fonctionnement de l'installation n'est pas à l'origine de bruits gênants pour le voisinage			x	Idem 2940
8.1.2.1	"Respect des émergences suivantes : - Émergence admissible de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 6dB si le niveau de bruit ambiant est compris entre 35 et 45 dB ; 5dB s'il est > 45 dB"			x	Idem 2940

Numéro	Libellé	C	NC	SO	Commentaire
8.1.2.2	Émergence admissible de 22h à 7h, dimanches et jours fériés : 4dB si le niveau de bruit ambiant est compris entre 35 et 45 dB ; 3dB s'il est > 45dB			x	Idem 2940
8.1.3	Respect des niveaux de bruit en limite de propriété : 70dB le jour et 60dB la nuit (sauf si bruit résiduel supérieur)			x	Idem 2940
8.1.4	Pour un bruit particulier à tonalité marquée, sa durée d'apparition est < 30% de la durée de fonctionnement de chacune des périodes diurne et nocturne			x	Idem 2940
8 - BRUIT ET VIBRATIONS / 8.2 - Véhicules, engins de chantier					
8.2.1	Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores	x			
8.2.2	Usage interdit d'appareils de type sirène, avertisseurs, haut-parleurs (sauf emploi exceptionnel et réservé à la signalisation d'incidents graves)	x			
8 - BRUIT ET VIBRATIONS / 8.3 - Vibrations					
8.3.1	Respect du circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises par les ICPE			x	idem 2940
9 - REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION /					
9.1 - Élimination des produits dangereux en fin d'exploitation					

Numéro		Libellé	C	NC	SO	Commentaire
	9.1.1	Évacuation ou valorisation de tous les produits ou déchets vers des installations autorisées				
9 - REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION / 9.2 - Traitement des cuves						
	9.2.1	Cuves vidées, nettoyées, dégazées et éventuellement décontaminées				
	9.2.2	Cuves enlevées ou rendues inutilisables par remplissage par un matériau solide inerte si enterrées				